

Roger Nasnas: Réactiver le CES, une valeur ajoutée dans la prise de décision économique et sociale

Le dialogue est à la base de la démocratie et le garant de la paix sociale... Il est surtout l'instrument d'une économie saine... Telle pourrait être la maxime de la rencontre avec le président du Conseil économique et social libanais. Il parle aussi de la visite très prochaine d'Henri Malosse, président du CESE européen, pilier de la démocratie participative...

Quel est l'objectif de la visite d'Henri Malosse au Liban?

Le Comité économique et social européen (CESE) est le conseiller de l'Union européenne (UE) en matière économique et sociale à l'instar de tous les conseils économiques et sociaux nationaux pour leurs gouvernements respectifs. L'un des objectifs du CESE est de contribuer à la politique économique de l'Union européenne. Le Comité européen organise depuis plusieurs années déjà le Sommet Euromed des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires. Ce sommet est une plateforme qui permet aux différents participants et invités de discuter ensemble la politique sociale et économique de leurs pays respectifs et aussi de coordonner autant que possible leurs actions. Quant au président du CESE, Henri Malosse, il est concerné par tous les pays de l'Euromed et en particulier les pays émergents du Sud, parmi lesquels figure le Liban. Je pense aussi qu'il a un intérêt tout particulier à visiter le Liban, un pays qui n'a jamais fait défaut dans sa contribution au Sommet Euromed des CES et même depuis la vacance de l'Assemblée générale qui attend sa désignation par le Conseil des ministres. Cette visite s'inscrit surtout dans la volonté d'Henri Malosse d'appuyer le CES libanais. Si l'on regarde l'historique du CES libanais, nous remarquons que, malgré les nombreuses difficultés rencontrées, il a marqué de bons résultats, tant avec les organisations partenaires dans le pays que sur le plan international, et peut servir de modèle aux pays de la région qui n'ont pas encore créé leur propre institution.

Quel est le programme de son séjour au Liban?

Au cours de sa visite, Henri Malosse aura des rencontres officielles et diplomatiques avec les partenaires de la société civile libanaise, les organismes économiques, syndicats, professions libérales, plateforme de la société civile qui font tous partie du CES. Une conférence sera aussi organisée au siège du CES, avec

pour thème le rôle du CES dans la conjoncture économique et sociale régionale actuelle.

Pensez-vous que le CES libanais puisse reprendre son activité dans la conjoncture économique et sociale actuelle?

Je pense que dans la conjoncture économique actuelle, le CES est plus que jamais une nécessité puisqu'il constitue la plateforme économique et sociale constitutionnelle de discussions et d'échanges entre tous les acteurs de la société civile. Sa mission étant d'instaurer et d'encourager le dialogue entre les composantes de la société civile et de participer avec l'État à sa politique économique et sociale. J'espère que le gouvernement procédera à la nomination de l'Assemblée générale prochainement, dès l'élection d'un nouveau président de la République. Nous avons voulu maintenir le CES durant toute cette période en vie, tout en respectant la loi d'aller vers les affaires courantes, vu l'absence de l'Assemblée générale. Nous



Les présidents Henri Malosse et Roger Nasnas

avons participé aux activités internationales pour maintenir la présence du Liban économique et social et son dynamisme sur le plan international. Parallèlement au Liban, nous avons aussi participé à de nombreuses conférences et activités, et avons établi, avec un groupe d'experts, une vision économique et sociale du Liban en 2007 dans une publication intitulée:



Roger Nasnas

l'ée: Le Liban de demain: vers une vision économique et sociale. Nous sommes en train d'établir une nouvelle étude dans ce sens en tenant compte de tous les paramètres qui ont ressurgi (dont l'exode des réfugiés syriens) et nous pensons organiser une série de colloques pour discuter de ses divers chapitres. Mais tout ceci, encore une fois, ne remplacera pas un CES performant et dynamique avec ses 72 membres, leurs expériences du terrain et leurs idées. Il existe soixante-douze CES dans le monde, leur apport étant d'essayer d'aboutir à des consensus grâce à des études scientifiques mais pragmatiques et de transférer les manifestations de la rue vers un dialogue constructif.

Quel est le rôle essentiel du CES?

Né il y a plus de 50 ans en Europe, le CES a été créé au Liban suite à l'accord de Taëf et a vu le jour fin 1999. Le CES libanais a pris pour modèle le Conseil économique et social français, fruit de la tradition syndicale et de l'idéal démocratique. Il a un rôle strictement de conseil, en ce sens que le gouvernement peut le consulter pour un problème qui lui importe sans pour autant être obligé d'appliquer son avis. Nous observons en tout cas que dans les pays où le CES fonctionne, la société civile a le sentiment de participer à la prise de décision du gouvernement en matière économique et sociale, un avantage dans une démocratie. Les décisions les plus populaires ont donné de meilleurs résultats et de cette fonction sont nées des pratiques très intéressantes qui ont fait l'objet de nombreuses discussions au sein de la société civile et leur a donné toutes les chances de réussite. Même les décisions qui ne sont pas populaires mais nécessaires passent ainsi beaucoup mieux. De plus, les pays qui ont usé du CES dans la règle de l'art n'ont qu'à se féliciter du progrès et du développement de la démocratie. Ainsi, le CES est progressivement

devenu une sorte de matrice pour les états européens qui ont souhaité conforter leur démocratie représentative par une institution de démocratie participative. Une des caractéristiques principales du CES c'est la relation qui est établie entre tous les CES du monde dans le cadre de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires, de l'Union des conseils économiques et sociaux francophones et du Sommet Euromed organisé par l'Union européenne. À ce titre, les réunions internationales ou régionales sont l'occasion de connaître les meilleures pratiques dans tous les domaines concernés par le champ d'action. Les présidents des CES de la Méditerranée ont déjà envisagé le projet d'un comité économique et social méditerranéen. Ce comité devrait notamment faciliter la formation des CES dans les pays qui n'en n'ont pas et surtout aider à la communication entre les pays de développement similaire du Sud de la Méditerranée qui pourront profiter pleinement de leurs expériences respectives. De plus et dans le même but, avec le soutien de l'Organisation arabe du travail, les CES ont créé le Conseil économique et social arabe. Nous attendons de ce conseil qu'il cimentera la coopération entre la Méditerranée et les pays du Golfe, à l'instar du CESE qui assure la coopération des pays de la Méditerranée avec ceux du Nord de l'Europe.

En définitive, le Liban a été le pionnier de la démocratie participative à travers le dialogue dans cette région du monde. Le CES libanais a été le premier des CES à voir le jour et à continuer d'assurer son rôle et sa présence dans la région et à l'international, et ce grâce aux efforts d'un groupe de volontaires qui ont contribué à le garder présent et actif.

Nous espérons que le CES verra son Assemblée générale constituée et jouera pleinement son rôle, assurant ainsi la valeur ajoutée dans la prise de décision économique et sociale. Il pourra profiter de l'expérience et des pratiques de l'ensemble des CES, notamment les CES de la Méditerranée, qui assureront une liaison étroite avec l'Union pour la Méditerranée à travers le CES européen et éventuellement une assemblée des CES de la Méditerranée qui donneront leurs avis et leurs expériences sur le terrain, dans le cadre économique et social.